

# Risque agricole, périls économiques

Philippe COUTY \*

Cette note a pour but de montrer que le risque agricole, entendu au sens strict <sup>1</sup>, devrait être considéré dans un ensemble de difficultés dont il n'est pas possible de l'isoler.

On traitera ce sujet en recourant à des exemples africains.

\* \* \*

Rappelons pour commencer que la nature même du risque agricole engendre une préférence pour les pratiques de culture extensive, c'est-à-dire pour l'utilisation d'une quantité relativement faible d'intrants par unité de surface. Pourquoi ? Parce que dans ce qu'on peut appeler la fonction de production agricole, l'absence de liaison sûre et garantie entre un certain volume d'intrants et une certaine quantité de produit <sup>2</sup>, — fondamentalement, c'est *cela*, le risque agricole —, pousse les agriculteurs à chercher des compensations dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace, une parade au risque agricole consiste à disperser les facteurs rares, en particulier le travail, sur des surfaces étendues. Cette tendance connaît son maximum chez les pasteurs, « condamnés » à une mobilité qui leur permet de relier les trois composantes de l'élevage que sont le pâturage, l'eau et la cure salée (MARTY 1985, p. 147). Chez les agriculteurs, la culture extensive tire parti du fait que les mauvais rendements imputables à la sécheresse ou aux prédateurs ne se distribuent pas de façon uniforme dans toute l'étendue de l'espace mis en valeur, mais frappent en général une partie de cet espace à l'exclusion relative des autres <sup>3</sup>.

Cette stratégie de sécurité est poursuivie avec d'autant plus de détermination que la recherche d'une bonne productivité du travail, elle aussi, conduit les agriculteurs à pratiquer la culture extensive tant que la situation foncière le permet, — fussent les rendements à l'hectare en souffrir. Il existe donc *deux* forces puissantes qui jouent dans le même sens et qui concourent ensemble à maintenir, ou quelquefois à rétablir les pratiques extensives tant qu'elles sont possibles (CHARMES, COUTY et WINTER, 1985). En outre la dispersion des facteurs rares s'accorde bien avec une certaine diversification des spéculations, chacune d'entre elles pouvant s'accommoder d'une combinaison différente d'intrants.

---

\* Économiste ORSTOM, 213 rue La Fayette, 75580 Paris cedex 10.

Dans le temps, la recherche de compensations pousse tout aussi fortement à la diversification. Les agriculteurs jouent par exemple sur le décalage, au cours d'une même saison des pluies, des variétés à cycle court et à cycle plus long<sup>4</sup>. Ils combinent cultures pluviales et cultures de décrue quand la topographie et le climat s'y prêtent<sup>5</sup>. Enfin, d'une année sur l'autre, ils pratiquent des rotations caractéristiques<sup>6</sup>.

Pour intéressantes qu'elles soient, ces solutions peuvent mener à des blocages. La dispersion des facteurs rares, par définition, fait obstacle à l'intensification, alors même que cette dernière semblerait opportune en raison d'un manque croissant de terre. Dans un travail récent consacré aux grands planteurs du Moronou (Côte d'Ivoire), GASTELLU donne un exemple frappant d'une telle situation :

*« Les planteurs se plaignent de la cherté des engrais... Ils n'épandent d'engrais pour le cacao et le café qu'une année sur deux. Ils économisent ainsi en partie les achats d'engrais... Leur raisonnement est le suivant : l'engrais n'est d'aucune efficacité quand les pluies sont insuffisantes ; il est donc prudent de n'en répandre que dans certaines limites, les risques d'une mauvaise pluviosité étant assez élevés » (GASTELLU 1984, p.73).*

En mentionnant les compensations dans le temps, nous venons de passer à une analyse dynamique du risque agricole et de ses suites. Poursuivons cette analyse, mais en essayant d'adopter une perspective macro-économique. En période moyenne ou longue, caractérisées en Afrique par un rapide accroissement démographique, le problème du risque agricole stricto sensu s'efface au plan global devant une série de difficultés qu'on peut exprimer par l'alternative suivante :

— Ou bien engager le pays dans la voie d'une relative autonomie agricole, et assumer une gamme de risques inévitablement accrus par une intensification tout aussi inévitable ;

— Ou bien sacrifier l'autonomie en augmentant les importations alimentaires, ce qui permettra d'éviter ou de retarder l'intensification, mais ce qui occasionnera en revanche d'autres risques et d'autres coûts.

On essaiera, dans la suite de cette note, d'identifier les principaux effets de l'une et de l'autre politique.

\* \* \*

L'alternative qui vient d'être tracée peut être rapprochée du modèle exposé par E. BOSERUP<sup>7</sup> en 1965, modèle qui conserve encore aujourd'hui une grande capacité d'explication.

En situation de croissance démographique et de pression plus forte de la population sur les terres, toutes choses égales par ailleurs, il n'est pas absurde de postuler une tendance à l'intensification agricole. Autrement dit, l'étendue des terres cultivables et l'état des techniques étant donnés, les agriculteurs se résignent à recourir, de période en période, à une quantité accrue d'intrants par unité de surface. Pourquoi ? Parce que c'est pour eux le seul moyen d'obtenir, grâce à un certain accroissement des rendements, l'indispensable augmentation de la production totale qui ne peut plus, dans un espace en voie de saturation, être atteinte par une extension supplémentaire des surfaces cultivées.

Dans des systèmes de production manuels, à faible technicité, quel est l'intrant dont l'utilisation peut sans grand problème être accrue de la sorte ? Évidemment, d'abord le travail : façons culturales plus soignées, sarclages plus nombreux, surveillance plus assidue des oiseaux, glane plus minutieuse après la récolte, etc. Dans la terminologie de R. BADOIN (1981), cette première étape de l'intensification conduit à des « systèmes intensifs à dominante travail ». Des étapes ultérieures, ou des variantes du processus, peuvent conduire à des systèmes intensifs reposant sur l'emploi de facteurs de production soit complémentaires du facteur travail (exemple : consommations intermédiaires d'engrais, exigeant un travail d'épandage) soit substituables au facteur-travail (exemple : capital d'exploitation tel que machines économisant le travail...). R. BADOIN parle alors de systèmes intensifs « à dominante consommations intermédiaires » ou « à dominante capital d'exploitation ».

Dans le cas de l'intensification simple, celle qui recourt surtout au travail humain, l'expérience montre qu'en l'absence de variétés améliorées, d'engrais, d'herbicides, de pesticides, les augmentations de rendement obtenues ne sont généralement pas proportionnelles à l'accroissement de l'effort consenti. Si le nombre de jours de travail par hectare double, le produit à l'hectare s'accroît sans doute, mais de  $\frac{1}{3}$  ou de  $\frac{1}{2}$  seulement. Dès lors, le rapport entre la quantité produite et la quantité de travail fournie, autrement dit la productivité du travail, subit une diminution alors pourtant que les rendements à l'hectare s'élèvent<sup>8</sup>.

S'il y a baisse de la productivité du travail agricole, donc de sa rémunération physique, la tendance des agriculteurs à migrer en ville se confirme ou se renforce. D'où accroissement de la demande urbaine de produits vivriers<sup>9</sup>, et hausse probable des prix des denrées alimentaires en ville.

Si les consommateurs urbains, ou partie d'entre eux, ont la possibilité de supporter cette hausse, grâce par exemple aux revenus non négligeables tirés des activités informelles, on voit apparaître alors un correctif à la baisse de productivité physique du travail agricole résultant de l'intensification. Les agriculteurs produisent moins par jour de travail fourni, mais si ce moins est vendu plus cher, alors la rémunération monétaire du travail agricole peut être maintenue ou même augmenter. À une condition : que les intermédiaires des circuits de distribution ne captent pas la majeure partie du supplément de recette lié à la hausse des prix. Et en admettant de surcroît que les prix des biens et services demandés par les agriculteurs (exemple : les produits importés) s'élèvent moins vite que ceux des produits alimentaires commercialisés par eux.

Au bout du compte, en introduisant une compensation à l'effort accru des agriculteurs, la hausse des prix alimentaires pourrait favoriser l'intensification. Elle pourrait même, dans certains cas, en être une condition nécessaire, sinon suffisante.

Tout ce qui vient d'être dit ne concerne que le début du cheminement vers l'agriculture intensive, autrement dit l'étape de l'intensification à dominante travail. On passe ensuite, nous l'avons vu, à d'autres étapes reposant de plus en plus sur l'emploi de consommations intermédiaires et de capital d'exploitation. La productivité physique du travail commence à augmenter fortement, mais les quantités produites deviennent si considérables que les prix demandés aux consommateurs sont appelés à baisser. Apparaissent alors une série de problèmes qui concernent plus les agricultures subventionnées des pays très industrialisés que celles des pays en développement. De toute façon, c'est le progrès technique et sa diffusion qui deviennent à ce moment le moteur d'une

baisse des coûts de production profitant à la fois aux consommateurs et aux producteurs.

Opter pour l'intensification telle que nous venons de la décrire, c'est prendre les moyens de préserver une certaine indépendance alimentaire. Le pays sera davantage en mesure de produire ce qu'il consomme. Il faut bien voir toutefois qu'en s'engageant dans cette voie, on accroît le risque agricole stricto sensu. Plus exactement : on se prive de plus en plus de l'assurance contre le risque agricole que constituent dans une certaine mesure les pratiques de culture extensive. Cette affirmation appelle deux remarques.

En premier lieu, l'intensification *poursuivie jusqu'à son terme* implique une artificialisation du milieu (irrigation, par exemple) qui doit en principe diminuer le risque agricole bien plus que ne pouvaient le faire les pratiques de culture extensive. Ce serait donc seulement pendant les premières étapes de l'intensification qu'on peut craindre un accroissement des risques.

En second lieu, l'ancienne couverture des risques obtenue par dispersion dans l'espace des intrants rares pourra continuer à jouer en agriculture intensive, mais à une autre échelle et d'une autre manière qu'en agriculture extensive. Non plus dans le cadre de l'exploitation, mais dans celui de la région ou de la nation ; non plus par dispersion, mais par concentration sélective.

Il ne s'agira plus en effet pour l'unité d'exploitation de se prémunir contre le risque en multipliant et en dispersant les parcelles cultivées. Ce qui devient désormais indispensable, c'est d'organiser l'effort agricole sur toutes les parties favorables du pays, et sur celles-là de préférence ou même exclusivement, puisque le facteur-travail est objectivement rare en Afrique. Cela suppose une organisation de la solidarité telle que les cultivateurs travaillant dans une zone affectée par un accident climatique ne supportent pas seuls le dommage survenu. Bien sûr, si de tels accidents venaient à se répéter dans certaines zones, cela pourrait conduire à juger douteuse la vocation de ces zones à l'intensification. Il y aurait alors des décisions à prendre en matière d'aménagement du territoire et d'affectation des ressources, non sans risques politiques ou stratégiques.

Mais la sélection des espaces et des groupes en vue de l'intensification suppose aussi une bonne gestion ou une bonne organisation des échanges, puisque intensification équivaut à spécialisation. Certes, il faut se garder d'aller trop loin dans cette voie, et MARTY a raison de rappeler l'existence de « systèmes ruraux » qui peuvent et doivent progresser dans toutes leurs composantes<sup>10</sup>. Néanmoins, on ne répétera jamais assez que la division du travail est une condition du développement, tout comme l'intensification agricole. On retrouve ici des évidences qui remontent à Adam SMITH et qui peuvent présenter quelques aspérités. Entre autres celle-ci : intensification, spécialisation, division du travail, tout cela risque d'accroître les disparités régionales. Seul un véritable État, doté d'une administration compétente et efficace, pourra concevoir et appliquer les mesures qui rendront ces disparités tolérables. Dans bien des pays africains d'aujourd'hui, ce serait peu de dire que l'intensification est une politique risquée : elle est socialement dangereuse, sans aucune espèce de doute.

Parmi ces dangers, ceux qui peuvent découler de l'augmentation des prix agricoles ne doivent pas être minorés. L'exemple récent de la Tunisie est encore présent dans les mémoires. Certes, des travaux récents relatifs au secteur non structuré donnent à penser que la solvabilité de certains travailleurs urbains, plus grande qu'on ne le pense généralement, ne fait peut-être pas obstacle à l'augmentation du prix de certains produits (CHARMES, COUTY et WINTER, 1985). Il n'en reste pas moins qu'en ce domaine, les risques

de fausses manœuvres et de dérapages sont considérables, et doivent être pesés avec soin. La nécessité d'informations sûres, donc scientifiques, est ici particulièrement pressante.

\* \* \*

Revenons à la question fondamentale : l'augmentation des prix-producteurs, liée aux premières étapes de l'intensification agricole, est-elle inévitable ?

Dans un article récent (MELLOR, 1984), MELLOR explique que la pauvreté dans les pays à faible revenu ne peut diminuer que par le jeu de deux tendances simultanées : l'augmentation de la production alimentaire, la baisse du prix des denrées consommées. Pour obtenir en même temps ces deux résultats, il faut que très vite l'intensification cesse d'exiger surtout du travail, et qu'elle commence à recourir aux consommations intermédiaires et au capital d'exploitation. Autrement dit, il est urgent d'inventer et de vulgariser, en plein accord avec les paysans, des changements techniques propres à préserver ou même à accroître la productivité du travail. C'est seulement ainsi qu'on pourra dans une certaine mesure se passer de l'augmentation des prix-producteurs compensant la baisse de productivité du travail qui caractérise les débuts de l'intensification.

Or, il ne faut pas se dissimuler qu'en ce domaine, les perspectives paraissent moins bonnes en Afrique aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en Asie pendant les années 60. Les sols africains souvent sont peu fertiles, le contrôle de l'eau pose de graves problèmes. Le repérage et la délimitation des zones convenant à l'intensification ne sont pas très avancés. Enfin, à la différence de l'Asie il y a vingt ans, l'Afrique reste encore aujourd'hui, très généralement, un continent où c'est le facteur-travail qui fait défaut en agriculture, plutôt que la terre. Ces circonstances ne favorisent ni l'intensification ni le changement technique <sup>11</sup>.

Le problème se complique encore du fait que, selon certains, la productivité du travail agricole en Afrique semble moins médiocre dans le domaine des cultures d'exportation que dans celui des productions vivrières destinées à la consommation locale. Si ces vues sont justes, on peut alors se demander s'il ne serait pas plus économique pour l'Afrique de se spécialiser de plus en plus dans la production pour l'exportation, puisque cela lui permettrait de se nourrir à bas prix grâce à des importations accrues. D'autres pays, après tout, à d'autres époques et dans des contextes différents, ont longtemps trouvé avantage à un choix de ce genre. MELLOR montre cependant qu'ainsi posée, la question n'a pas beaucoup de sens, pour quatre raisons :

— Le souci de la sécurité pousse les paysans africains à produire pour l'exportation seulement dans la mesure où leurs besoins alimentaires sont à peu près couverts par une production domestique. Par conséquent, loin d'entrer en concurrence, la production vivrière et la production pour l'exportation sont complémentaires. Augmenter la productivité des cultures vivrières est le plus sûr moyen d'accroître la production pour l'exportation.

— Une partie importante des ressources africaines en facteur-travail se trouve déjà engagée dans la production vivrière. Laisser stagner la productivité de ce secteur, c'est abandonner pour longtemps encore de nombreuses personnes à la pauvreté et à la malnutrition.

— Les situations et les potentialités agricoles sont extrêmement diverses en Afrique. Rien ne permet donc de dire que l'ensemble du continent aurait un

avantage comparatif global à se tourner vers les productions d'exportation au détriment des cultures vivrières.

— Enfin aucun gouvernement n'acceptera d'importer les denrées alimentaires nécessaires à la population du moment qu'il existe des possibilités raisonnables de production sur place.

Il est donc bien clair — mais qui en doutait ? — que c'est la production agricole africaine *dans son ensemble* qu'il convient d'intensifier : celle qui, par le biais des exportations, procure les devises indispensables à tout pays en développement<sup>12</sup>, comme celle destinée à la consommation locale. Il devient donc sans objet d'examiner en détail les risques qui s'attachent à l'autre branche de l'alternative, à savoir l'importation croissante et massive de denrées alimentaires. Rappelons-les simplement pour mémoire : dépendance accrue à l'égard de l'extérieur, déséquilibre croissant de la balance commerciale, affectation des devises disponibles à la consommation et non à l'investissement, accélération de l'exode rural et du chômage urbain, vieillissement de la population paysanne, stagnation et diminution de la production agricole.

C'est peut-être ce dernier trait qui recèle le plus de perversité. À moyen ou long terme, en effet, le danger majeur des importations de produits alimentaires est qu'elles font obstacle à la croissance de l'agriculture locale, alors que seule pourtant cette croissance peut soutenir une demande généralisée et solvable de biens et services à fort contenu d'emploi (HAZELL et ROELL 1983 ; ÉTIENNE 1984). On redécouvre aujourd'hui des liaisons et des entraînements un peu oubliés depuis HIRSCHMAN, qui peuvent entraîner une modeste mais réelle diffusion des revenus dans un tissu économique naissant, à la campagne et en ville<sup>13</sup>. MELLOR note que les revenus versés par les paysans aux commerçants, aux artisans, aux transporteurs, sont affectés d'abord à la consommation alimentaire, à tel point d'ailleurs que même lorsque la production agricole locale augmente, des importations d'appoint peuvent assez vite se révéler nécessaires. Tel est notamment le cas lorsque l'accroissement de la consommation de viande incite les éleveurs à nourrir leurs animaux avec des aliments importés, des céréales par exemple.

\* \* \*

Il ne faut donc ni schématiser ni durcir l'alternative qui semble opposer la production agricole locale aux importations alimentaires, comme on s'est trop plu à le faire lorsqu'on s'est livré au débat sur le développement autocentré et la revitalisation des sociétés paysannes, après 1981. Parlons plutôt d'une transformation de l'agriculture et de l'élevage qui reposera sur l'intensification, l'augmentation de la production, la diffusion du revenu, l'accroissement et l'amélioration de la consommation alimentaire, l'augmentation des échanges intérieurs et extérieurs. Parcours difficile, semé de risques allant bien au-delà du risque agricole proprement dit. La maîtrise et la gestion de ces risques devraient constituer le principal objectif de ce qu'on appelle politique agricole ou stratégie alimentaire. Force est de convenir qu'en Afrique, jusqu'ici, ces belles choses existent surtout sur le papier. Mais le risque agricole, lui, avec tous ses prolongements, existe plus que jamais.

BIBLIOGRAPHIE

- BADOUIN (R.) 1981. — L'analyse économique du système productif en agriculture, *in* Essai de définition de quelques concepts utilisés pour l'analyse des milieux ruraux (compte-rendu d'une réunion ORSTOM tenue à l'Institut National Agronomique le 10/9/81), INSEE-Coopération, Groupe AMIRA, 13 p. *multigr.*
- BILLAZ (R.), DIALLO (I.), TOURTE (R.) 1981. — La recherche appliquée au service du développement rural régional : l'exemple du Yatenga en Haute-Volta. IFARC-GERDAT, IPD-ADS, IRAT-GERDAT, Journées Recherche-Développement en milieu rural, communication n° 13, 42 p. *multigr.*
- BOSERUP (E.), 1970. — Évolution agraire et pression démographique, Flammarion éd. Paris, 218 p.
- BOULET (J.), 1975. — Magoumaz, pays mafa (Nord-Cameroun). Étude d'un terroir de montagne. ORSTOM éd. Paris, 94 p., *Atl. des Struct. Agr. au sud du Sahara* n° 11.
- CHARMES (J.), COUTY (Ph.), WINTER (G.), 1985. — Rapports Nord-Sud : pour des stratégies de développement plus réalistes et mieux informées. *In* Économies en transition, ORSTOM éd., Dépt. H, Paris : 51-83, *multigr.*
- ÉTIENNE (G.), 1984. — Transfert de technologie, développement rural et modes de consommation en Asie. Communication au Congrès International des Économistes de Langue Française, Clermont-Ferrand 24-26 mai 1984, 16 p. *multigr.*
- GALBRAITH (J. K.), 1975. — Economics and the public purpose. Penguin Books éd., Harmondsworth, 352 p.
- GASTELLU (J. M.), 1984. — Une Économie du Trésor : les grands planteurs du Moronou. IV. Le fonctionnement des plantations. ORSTOM éd., Bondy, 168 p. *multigr.*
- HAZELL (P.R.B.) et ROELL (A.), 1983. — Rural growth linkages : household expenditure patterns in Malaysia and Nigeria. International Food Policy Research Institute éd. Washington, Research Report n° 41, 64 p.
- International Food Policy Research Institute (IFPRI), 1986. — IFPRI Report 1985, IFPRI éd. Washington, 63 p.
- LEPLAIDEUR (A.), 1985. — Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Centre et du Sud-Cameroun. Université de Montpellier I, Fac. de Droit et des Sc. Écon., thèse de 3<sup>e</sup> cycle, 615 p. *multigr.* + annexes.
- LERICOLLAIS (A.), 1972. — Sob. Étude géographique d'un terroir serer (Sénégal). ORSTOM éd., Paris, 94 p. *Atl. des struct. agr. au sud du Sahara* n° 11.
- MARTY (A.), 1985. — Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tombouctou. Mali 1975-1982. Université François Rabelais, Tours, Thèse de doctorat d'état en sociologie du développement, 2 tomes, 927 p. *multigr.*
- MELOR (J. W.), 1984. — The changing world food situation : a CGIAR perspective, *in* IFPRI Report 1984, International Food Policy Research Institute éd., Washington : 7-14.
- SCUDDER (T.) 1983. — Migrations et opérations de développement, *in* Le développement : idéologies et pratiques. Actes du Séminaire Interdisciplinaire de l'ORSTOM (1978-1981). ORSTOM éd., Paris : 113-119, *multigr.*

NOTES

1. C'est-à-dire les déficits aléatoires de production dus à des causes climatiques ou à des agents naturels mal maîtrisables, tels qu'adventices, prédateurs, etc.
2. Pour une qualité donnée des intrants et du produit, et en un point donné du temps.
3. Ce phénomène joue surtout au niveau global, comme le montre l'histoire de la production arachidière au Sénégal. Au niveau de l'exploitation, les mêmes causes suscitent des effets analogues : « Il n'y a pratiquement jamais concentration des moyens techniques sur une même parcelle (par exemple labour, semis à date favorable, fumure organique et minérale, entretiens fréquents...). La dispersion de l'utilisation des facteurs est la règle. » BILLAZ, DIALLO et TOURTE 1981, p. 26, à propos du Burkina Faso.
4. Au Sénégal, mils *souna* et *sanyo* des Wolof, mils *pod* et *matye* des Serer (LERICOLLAIS 1972, p. 28).
5. Comme dans le nord du Cameroun ou la vallée du Sénégal.

6. Par exemple sorgho-mil, ou sorgho-mil + haricots, en pays mafa, dans le nord du Cameroun (BOULET 1975, p. 39)

7. Dans le livre intitulé « The conditions of agricultural growth : the economics of agrarian change under population pressure », Londre, Allen & Unwin. La traduction française a été publiée en 1970, sous le titre : « Evolution agraire et pression démographique », Paris, Flammarion, 218 pages. Pour une discussion récente, et une application au Centre-Sud Cameroun, voir LEPLAIDEUR 1985 : 604-610. Cet auteur estime que « la théorie de BOSERUP ne s'applique pas au cas Centre-Sud Cameroun. Cette région, qui n'est plongée dans l'économie marchande que depuis moins de cent ans, subit des pressions de mutation technologique autant liées à des forces extérieures (la dominance de l'économie marchande) qu'à des forces intérieures (la pression démographique) ». Pourtant, l'analyse factorielle de correspondance à laquelle se livre LEPLAIDEUR tend à montrer que l'intensification culturelle dans le Centre-Sud Cameroun s'explique par le jeu combiné de trois facteurs qui sont, dans l'ordre : la densité de population, la « sensibilité à l'argent » et l'ouverture vers le marché (p. 608). Le facteur démographique venant en tête, il me semble que le modèle de BOSERUP n'est nullement infirmé, bien au contraire.

8. On se trouve alors dans la situation que J. K. GALBRAITH qualifie de « self-exploitation ». GALBRAITH, né dans une ferme de l'Ontario et qui fit des études agricoles à Toronto avant de devenir économiste, précise que cette « auto-exploitation » est « vitale » en agriculture (GALBRAITH 1975, p. 89).

9. Même sans exode rural vers les villes, l'accroissement naturel de la population urbaine suffit à provoquer un accroissement significatif de la demande de produits alimentaires.

10. MARTY 1985, p. 557 et suivantes : « La protection des écosystèmes et les progrès de l'intensification supposent obligatoirement la reconnaissance très nette par l'État des droits respectifs des collectivités et des individus. Mais cet impératif ne doit pas être exécuté au profit exclusif d'une seule production, l'agriculture en l'occurrence, mais au bénéfice du système rural dont l'équilibre d'ensemble semble reposer précisément sur des relations étroites entre ses différentes composantes productives — élevage, agriculture, pêche, cueillette, artisanat ».

11. Le pessimisme de l'IFPRI sur ce point semble croître : « In countries where technology options are not so encouraging because of irrigation and labor limitations, the efficient use and augmentation of traditional land and labor resources is one of the most important areas on which to focus research. Production policy research in many African countries, for instance, focuses on the use of available land, labor, and indigenous technology, and on different mechanisms for providing incentives to farmers. Although improved technologies for these countries will be necessary in the long run, making the best use of available technology and resources may prove most appropriate in the short run » IFPRI 1985, p. 14.

12. Notamment celles qui permettent d'acquérir les intrants nécessaires à l'intensification. L'indépendance alimentaire, tant vantée, ne va pas sans un accroissement de la dépendance indirecte résultant d'importations accrues de produits chimiques, de machines agricoles, de carburant, etc.

13. SCUDDER va jusqu'à faire de la création d'emplois non-agricoles un critère de réussite des projets de développement... agricole ! (SCUDDER 1983, p. 115).